Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2016)

Heft: 2142

Artikel: L'érosion et la mue de l'électorat socialiste : retour sociologique sur les élections 2015 et antérieures

Autor: Linder, Wolf

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023492

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

conteste davantage la RIE III tandis que Bâle-Ville s'en était pris surtout à la loi sur le renseignement.

Le thème des juges étrangers comme le projet de RIE III démontrent que, par-delà les temps et les sujets, les citoyens font preuve de continuité et d'une certaine cohérence, à l'échelle des cantons tout au moins. Dans l'exercice des droits populaires, sont à relever à la fois des spécificités, des constantes et passablement de pesanteurs.

L'érosion et la mue de l'électorat socialiste

Retour sociologique sur les élections 2015 et antérieures

Wolf Linder - 15 novembre 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/30289

Après les élections fédérales d'octobre 2015, les commentaires furent unanimes: victoire de la droite au détriment du centre, stabilité de la gauche. Avec pourtant une nuance importante concernant le parti socialiste: s'il sauvait 43 de ses 46 sièges au Conseil national, le PS renforçait encore (12 sièges) sa députation à la Chambre haute.

Cette *«demi-victoire»* ne doit pourtant pas faire oublier l'évolution de son électorat qui ne peut guère satisfaire le PS (Tableau 1):

Tableau 1 *Résultats officiels des élections au Conseil national de 1995 à 2015 (en %).*

Parti	*1995*	*1999*	*2003*	*2007*	*2011*	*2015*
UDC	14.9	22.5	26.7	28.9	26.6	29.4
PLR*	20.2	19.9	17.3	15.8	15.1	16.4
PDC	16.8	15.9	14.4	14.5	12.3	11.6
PBD					5.4	4.1
PVL				1.4	5.4	4.6
PS	21.8	22.5	23.3	19.5	18.7	18.8
PES	5.0	5.0	7.4	9.6	8.4	7.1
Autres	21.3	14.2	10.9	10.3	8.1	8.0

*Source : Office fédéral de la statistique. * PLR 2011, Parti libéral compris.*

Alors que durant des décennies, le PS a mobilisé plus de 20% de l'électorat, il n'a pas atteint ce seuil lors des trois dernières élections. Un recul de 3 points entre 1995 et 2015 peut paraître minime. Mais il correspond à 15% de son électorat.

L'identification partisane en fonction de la situation sociale ou de l'appartenance religieuse, comme elle prévalait au 19e et jusqu'au milieu du 20e siècle (ouvriers votant PS, catholiques PDC, cadres de l'économie et de l'administration PLR), est définitivement révolue. L'identité politique et le choix d'un parti dépendent désormais des préférences individuelles et des affinités partisanes qui se forment au cours de l'adolescence.

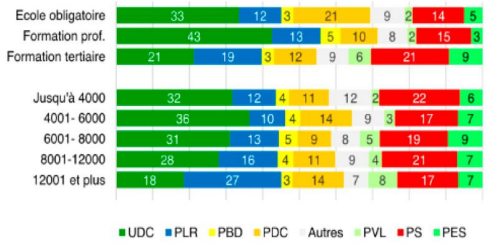
Lors des élections, la compétence politique reconnue à un parti et sa capacité à mobiliser le réservoir de ses sympathisants potentiels se révèlent cruciales. Dans ce contexte, les résultats de l'enquête *«Selects»* sur les élections de l'automne 2015, basés sur plus de 5'000 interviews et présentés par Georg Lutz, donnent des informations intéressantes sur l'électorat du PS.

Depuis longtemps, l'électorat du PS ne correspond plus à l'image d'un parti travailliste rassemblant les salariés modestes. Le graphique 1 montre le profil de tous les partis par rapport aux deux indicateurs les plus importants: le niveau de formation et le revenu. On constate que les électeurs n'ayant suivi que l'école obligatoire (14%) ou au bénéfice d'une formation professionnelle (15%) sont sous-représentés dans l'électorat du PS – mais à l'inverse surreprésentés dans celui de l'UDC. Pour les électeurs de formation supérieure, on observe exactement le contraire.

Le profil diffère quelque peu si l'on considère le niveau de revenu. C'est encore une fois l'UDC qui attire les petits et moyens revenus de manière plus que proportionnelle, alors que le PS connaît une légère surreprésentation des plus bas revenus et aussi des revenus élevés. Les

commentateurs qui qualifient le PS de parti de professionnels dotés d'une bonne formation et actifs surtout dans le secteur public ne sont donc pas loin de la vérité.

Graphique 1 : Profil socio-économique des partis politiques



Source : Georg Lutz 2016, p. 11

Examinons le rôle du revenu dans le choix électoral des classes populaires, qui forment le public cible du PS. Dans quelle proportion les ménages disposant d'un revenu mensuel entre 4'000 et 6'000 francs votent-ils socialiste? L'évolution des résultats au cours des 20 dernières années est plutôt décevante pour le PS:

Tableau 2 : Le vote des classes populaires (revenu compris entre 4'000 et6'000 francs)

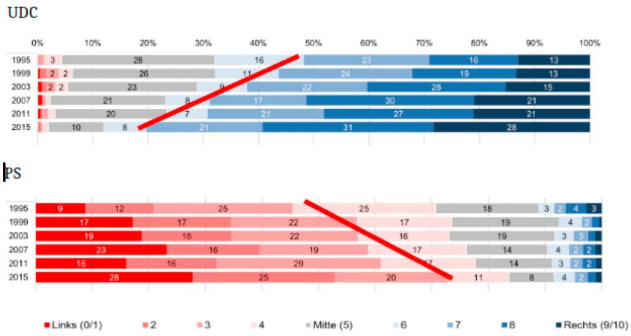
Ont voté (%)	UDC	PLR	PDC	PS	PES	Autres
1995	16	17	17	22	4	24
1999	24	18	15	21	4	18
2003	27	13	15	25	7	13
2007	37	10	14	21	9	9
2011	29	14	10	14	13	20
2015	36	10	14	17	7	16

Données : Lutz 2016

Lors des deux dernières élections nationales, le parti socialiste a perdu une bonne partie de son public cible. Ce n'est plus le PS, mais bien l'UDC qui attire ce public cible dont il est devenu le parti préféré.

Malgré la disparition de l'identification partisane selon le statut social ou l'appartenance religieuse, les citoyens actifs continuent de s'orienter fortement sur l'axe gauche-droite . La polarisation croissante de la politique suisse ne touche pas seulement les partis politiques mais également les votants. Les partisans des deux grandes formations situées aux deux pôles de cet axe se déclarent encore plus à droite (UDC) ou à gauche (PS) qu'autrefois (Graphique 2).

Graphique 2 : Orientation politique des votants de l'UDC et du PS sur l'échelle de gauche (1) -à droite (10)



Source : Georg Lutz 2016, p.21

Alors que 80% des électeurs de l'UDC se situent clairement à droite, 73% des électeurs du PS se positionnent à gauche (comme pour les Verts). En revanche, les sympathisants du centre se font plus rares dans les deux partis, particulièrement pour le PS: les *«centristes»* de ce parti ont diminué de moitié au cours des vingt dernières années.

Ces chiffres doivent être pris avec prudence. D'une part, les petits partis d'extrême droite et d'extrême gauche ont largement disparu depuis 1995; aujourd'hui leurs sympathisants se tournent vers les grands partis des pôles, ce qui contribue à cette évolution. D'autre part, la campagne électorale de 2015 a été fortement focalisée sur les sujets de l'immigration et des réfugiés, thèmes très polarisants qui peuvent avoir influencé le positionnement tant à gauche qu'à droite.

Quelle image les électeurs se font-ils du parti socialiste? Pour répondre à cette question, les auteurs du sondage ont utilisé la perception qu'ont les électeurs de l'action et de la compétence.

Tableau 3: Leadership d'activité et de compétence du PS

Le Parti socialiste	S'en occupe le plus	Offre les meilleurs Solutions
Politique sociale	74	46
Politique migratoire	18	21
Politique européenne	21	14
Politique environnementale	3	4
Politique économique	3	6

Données : Lutz 2016, p. 29

Dans le domaine de prédilection du PS, la politique sociale, l'image est assez convaincante: pour les trois quarts des votants, ce parti détient le *leadership*, mais moins de la moitié d'entre eux estiment qu'il offre les meilleures solutions.

En matière de politique migratoire, une proportion des votants égale à celle de l'électorat socialiste place le PS en tête de l'action, tandis que sa compétence est jugée un peu plus favorablement. Pour la politique européenne, c'est l'inverse: ses aspirations à prendre le *leadership* sont mieux appréciées que les solutions préconisées, convaincantes aux yeux de 14% des votants seulement.

S'agissant d'environnement et de politique économique, le PS semble oublié par les votants. Mais les deux cas sont différents. Pour l'environnement, si les Verts occupent le *leadership* et la meilleure compétence avec 71% et 42% des votants, le PS doit pas se faire de souci parce que les deux partis sont complémentaires sur le plan politique. Au contraire, pour la politique économique, le défaut de *leadership* et la faible compétence attribués aux socialistes ont de quoi inquiéter. Qui en effet, sinon le PS, peut offrir des alternatives économiques aux solutions préconisées par le PLR, considéré comme le grand *«champion»* en la matière, qui entend de plus en plus le chant des sirènes du néo-libéralisme?

L'analyse de son électorat donne quelques indications au PS sur le sens des efforts à faire, en admettant qu'il ambitionne d'améliorer ses résultats électoraux. Le réservoir à gauche est bien exploité. Vu la complémentarité politique, faire concurrence aux Verts n'est pas utile. De nouveaux électeurs ne peuvent donc se trouver qu'au centre. Pour attirer cet électorat potentiel, le PS doit développer des solutions plus convaincantes dans le domaine social. Le même problème – manque de crédibilité – doit être surmonté en matière de politique européenne.

Le défi le plus grand réside dans la politique économique. Il est certes difficile de formuler une alternative face au fort consensus établi sur le capitalisme mondialisé. Malgré l'opinion dominante, et s'il soignait sa crédibilité, le PS serait effectivement le seul à pouvoir offrir cette alternative.

Débureaucratiser la simplification du droit

Légiférer mieux, est-ce vraiment moins légiférer?

Alexandre Flückiger | Frédéric Varone - 20 novembre 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/30323

Raz-de-marée réglementaire, frénésie, hypertrophie, inflation, jungle: les métaphores ne cessent de filer quand il s'agit de critiquer la complexité des lois et leur bureaucratie tatillonne. Les parlementaires fédéraux ont ainsi déposé depuis le printemps 2015 pas moins de treize interventions pour tenter de contrer ce phénomène.

Or le droit ne se laisse pas plus aisément simplifier que la bureaucratie débureaucratiser. Au contraire, les tentatives de simplification ont souvent une fâcheuse tendance à générer plus de complexité encore.

Le Parlement fédéral a ainsi accepté en juin deux motions exigeant de faire évaluer les conséquences des lois par un organisme indépendant. Les députés ont ici suivi l'une des conclusions d'une étude récente d'Avenir Suisse critiquant la *«jungle réglementaire»*, laquelle reprenait à son compte une recommandation de l'OCDE demandant aux pays membres d'établir *«un organe permanent chargé du contrôle de la réglementation»*, destiné à réduire la *«charge réglementaire»*. La très respectable *Neue Zürcher Zeitung* a ironiquement commenté la démarche de nos élus en relevant que la bureaucratie serait dorénavant combattue par… un bureau supplémentaire!

La critique contre l'emprise du